

# La participation des usagers à la gestion de l'irrigation : des mots d'ordre aux réalités dans les pays du Sud



JY Jamin, P Bisson, JL Fusillier, M Kuper, F Maraux, S Perret, K Vandersypen

Académie d'Agriculture de France, Colloque Irrigation et développement durable du 19 mai 2005

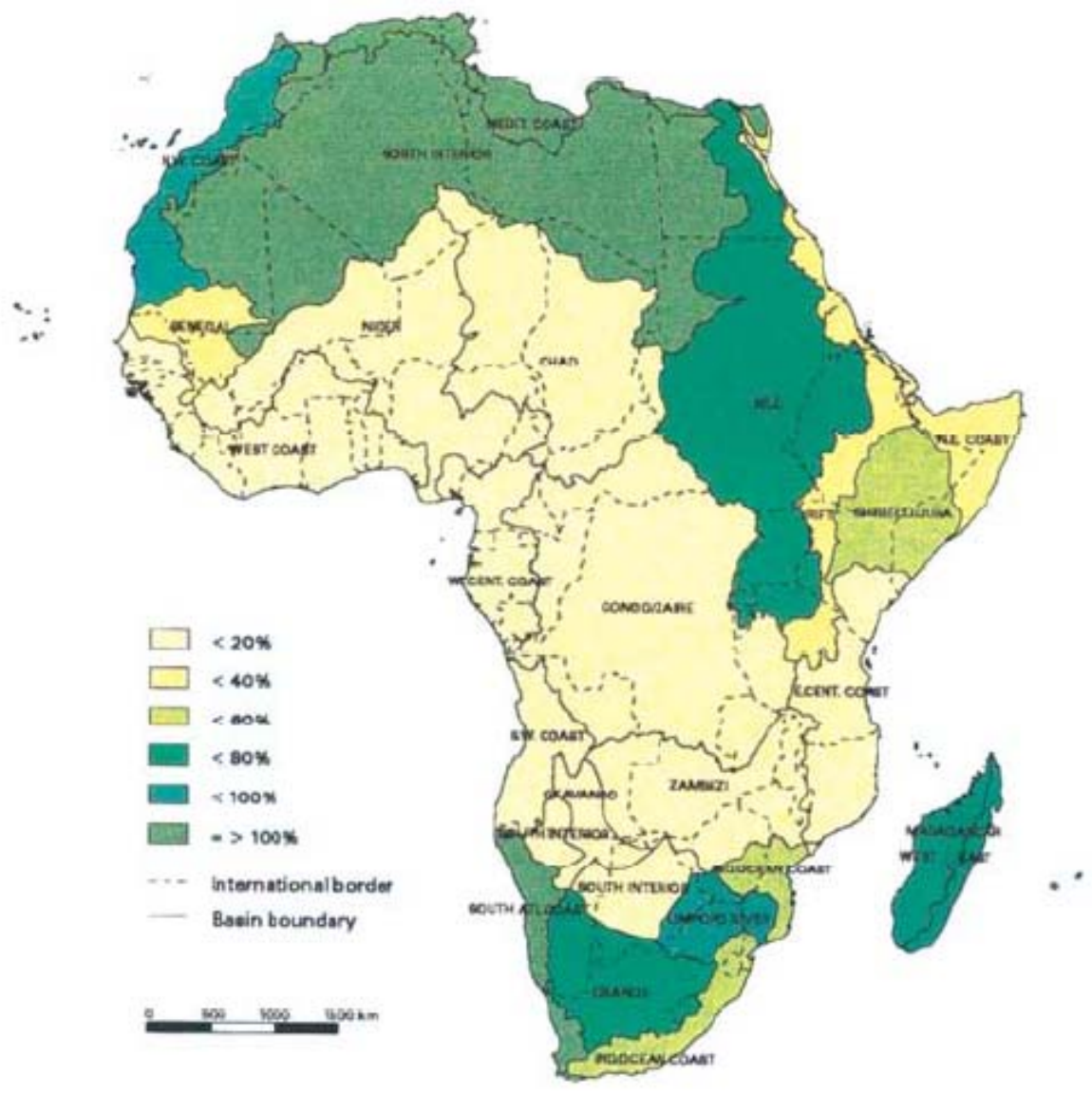
# Le contexte



- Grands périmètres pour la sécurité alimentaire
- Mise en place, gestion par l'État jusqu'aux années 80
- Traditions d'irrigation variables, souvent faibles
- Vers une participation des agriculteurs depuis 20 ans
- Un désengagement aussi lié à l'ajustement structurel
- Des impératifs de rentabilité
- Un processus largement piloté par le haut
- Des compréhensions et des priorités divergentes

# En Afrique

Source ;  
Faures et Sonou, FAO, 2000



Un potentiel exploité surtout au Sud et au Nord  
ainsi qu'au Sahel et au Soudan

# Participation ou transfert ?

- Transfert imposé plus que négocié
- Casiers vieillissants, parfois réhabilités
- Faible niveau d'organisation des producteurs
- Pauvreté rurale fréquente
- Révision des politiques de l'eau
- Viabilité économique incertaine
- Coûts de maintenance mal connus
- Problèmes fonciers en suspens
- Niveaux collectifs et niveaux individuels



# L'information au coeur du processus

- Passage de systèmes hiérarchiques centralisés à une pluralité d'acteurs collectifs et individuels
- Diversité de fonctions à assumer : eau, production, intrants, commercialisation, crédit, redevances...
- Nécessité de coordination et donc d'information
- Mise en place de SI et SIG
- Outils de gestion et de négociation
- Pas de solution optimale, apprentissage
- Mais asymétrie d'information et d'intérêt
- Problèmes de formation



# Un point critique : les charges

- Un objectif général de récupération des coûts
- Le poids des investissements initiaux
- Des stratégies de maintenance différentes
- Au volume ou à la surface ?
- Des calculs difficiles et très variables
- Capacité des irrigants à payer
- Volonté de payer
- Mécanismes de perception des redevances
- Le problème des sanctions
- Les recours politiques
- Une négociation plus qu'un calcul



# La couleur de l'eau en Afrique du Sud

- Une grande irrigation privée blanche
- Une petite irrigation pour fixer et nourrir les populations noires dans les bantoustans
- Bouleversements post-apartheid
- Problèmes de maintenance
- Problèmes de main d'œuvre
- Problèmes d'accès aux marchés
- Problèmes de rentabilité
- Références à bâtir
- Nouvelles lois sur l'eau
- Associations d'usagers
- Défi des coûts
- *Marché des droits d'eau*



# Gestion de l'eau paysanne au Mali

- Office du Niger : 50 000 ha, 10 000 colons africains
- Système gravitaire sans pompage
- « Transfert » de la gestion de l'eau
- Niveau tertiaire (15-30 ha ; 2-15 paysans)
- Peu de formation
- Des règles de gestion sur 30 % des canaux
- Priorités amont/aval et champs trop hauts
- Pas de problèmes sans règles dans 58 % des cas
- 17 % de cas où les règles fonctionnent
- 13 % où elles ne sont pas une solution
- 12 % des canaux où elles seraient utiles
- Difficulté d'enseigner des règles fixes



# L'entretien au Mali

- Comité paritaire de gestion pour les niveaux I et IIaires
  - En pratique, l'Office gère
  - Pour les tertiaires, entretien par les paysans
  - Période et type d'entretien définis pour 23 % des cas
  - Type d'entretien seulement dans 61 % des cas
  - Pas de consensus sur les règles communes
  - 43 % de paysans mécontents / collègues
  - Problème principal est de définir un calendrier
  - Différences de perception
  - Peu d'impact immédiat
  - Absence de sanctions
- Gestion et entretien « a minima »



# Un point clé : le foncier

- L'Etat a aménagé, il possède les terres
- Eviction, moyen de pression / redevance
- Promesses de droits fonciers
- Réactivées pour garantir la pérennité
- Valses-hésitations / enjeux et pression
- Au Mali : contrôle de l'Office, contre-pouvoir politique ...
- ... et « concurrence » des communes
- A Madagascar : certificats fonciers par les communes, titres fonciers par l'Etat
  
- Principale revendication avant l'eau



# Gouvernance et institutions

- Le paradoxe de la gouvernance imposée
- Des institutions sur mesure ?
- Instances de gestion ...
- ou Instances de négociation/résolution conflits ?
- Bâtir à partir de l'existant : filières, eau potable...
- Aller vers une contractualisation
- Droit à l'information
- Droit à la négociation
- Formation et professionnalisation



# Quels appuis aux processus en cours ?

- Pas de modèle universel, pas même celui des ASA
- Favoriser les échanges d'expérience N-S et S-S
- Appui à la professionnalisation et à la formation
- Appui à l'organisation
- Échanges sur les normes, les références
- Repartir des besoins des acteurs
- Aide à la négociation Paysans / État
- Agriculture / Autres secteurs
  
- Liens avec la recherche



# Le rôle d'appui de la recherche

- Utiliser différents acquis méthodologiques : modèles statiques de représentation, modèles multi-agents, jeux de rôles, systèmes d'information géographique, outils de pilotage...
- Combiner et adapter en fonction des différents terrains et des demandes exprimées, sans a priori sur les meilleures configurations,
- Principes de recherche-action favorisant la participation et l'apprentissage des irrigants eux-mêmes.
- Démarches de recherche en intervention, développées par le Centre de Gestion Scientifique de l'Ecole des Mines de Paris, l'Inra et le Cirad
- Démarches et principes de l'organisation et de l'émergence institutionnelle pour la gestion locale de la ressource en eau